

Irak

Un moine suisse accueille des chrétiens qui ont fui

Le père Jens Petzold s'occupe de familles chrétiennes d'Irak qui ont fui l'avancée des combattants de l'Etat islamique. Rencontre

Claire Billet Souleymanieh

Son allure détonne au milieu du souk de la ville de Souleymanieh, dans la région autonome du Kurdistan, au nord de l'Irak. Grand, les cheveux blond grisonnant coupés courts, Jens Petzold porte sa robe de moine gris anthracite même au plus fort de la fournaise de l'été irakien. Parlant l'arabe couramment, il négocie en douceur des centaines de kilos de nourriture: fécule, légumes, huile... «Nous dépensons en moyenne 300 euros (environ 362 fr.) par jour pour nourrir et aider les déplacés chrétiens que nous accueillons au monastère. Maintenant, les familles se sont approprié les activités et partagent les tâches quotidiennes», témoigne-t-il.

Le 7 août, un exode massif de la plaine de Ninive a eu lieu quand les soldats kurdes, les peshmergas, se sont retirés. Fuite, retrait négocié ou repli stratégique? Personne ne sait, mais les chrétiens ont eu le sentiment d'avoir été abandonnés aux foudres des combattants de l'Etat islamique. Durant le seul mois d'août, quelque 850 000 personnes ont été déplacées par les violences en Irak, selon l'OIM, l'Organisation internationale des migrations. Parmi elles, 170 ayant fui Qaraqosh, la plus grande ville chrétienne d'Irak avant le conflit, ont trouvé refuge dans le monastère de la Vierge Marie. Le Père Jens, moine suisse de 52 ans originaire d'un vil-



Au monastère de la Vierge Marie, le Père Jens accueille et soutient les chrétiens qui ont le sentiment d'avoir été abandonnés.

Le siège d'Amerli est fini

Appuyée par des milliers de miliciens kurdes, l'armée irakienne a brisé le long siège de la ville turcomane chiite d'Amerli. Ses 20 000 habitants, qui manquaient d'eau et de nourriture, avaient pris les armes et résistaient depuis deux mois à l'offensive djihadiste de l'Etat islamique. Bénéficiant d'un soutien aérien américain et irakien, les soldats ont réussi à chasser les «hommes en noir» du califat autoproclamé de plusieurs villages que ces derniers contrô-

laient autour d'Amerli depuis juin. «C'est un succès très important», déclarait hier le général Qassem Atta, porte-parole des services de sécurité. Samedi, les Etats-Unis, l'Australie, la France et la Grande-Bretagne avaient largué environ 40 000 litres d'eau potable et 7000 repas. L'ONU craignait un «massacre» si la ville était tombée. L'entrée des forces irakiennes dans cette ville est l'un des rares succès depuis la déroute de l'armée au début de l'offensive des insurgés. **AFP**

lage non loin de Zurich, en est responsable depuis trois ans. «L'accélération des événements ici nous a tous pris de court, notre communauté devait accueillir des visiteurs pour le dialogue entre l'islam et les chrétiens; nous n'imaginions pas que ce seraient des déplacés, certains arrivés en pyjama. Ils avaient honte. Ils n'ont même pas eu le temps de prendre des vêtements. C'est un désastre, tout le Moyen-Orient est en train de perdre sa mixité culturelle.»

Le monastère est construit autour d'une cour centrale qui sert de lieu de vie aux déplacés. Les familles y mangent, les enfants y jouent. Le soir, assis sur les bancs de bois, les parents regardent avec avidité leurs ordinateurs ou leurs téléphones portables, se tenant au courant des dernières nouvelles. «Ils pillent nos maisons. La confiance est brisée, souffle Nour, une infirmière de 26 ans, les yeux brillants et le visage las. J'ai juste l'espoir de retrouver les choses qui ont une valeur sentimentale pour nous. Même si nous ne restons pas...»

Elle a trouvé refuge, avec son mari et leurs trois filles, dans une maison abandonnée voisine du monastère, déblayée et nettoyée par la communauté. Amanj, professeur d'art, avait comme sa femme, Nour, contrôle sur sa vie quelques semaines plus tôt. Alors que le temporaire devient durable, le couple attend, indéfiniment. «Les gens pleurent en secret mais on ne fait pas dans le misérabilisme. Il faut trouver une solution, lâche Amanj, ses yeux bleus électrique ternis de noir. On a l'impression que si on revient, on sera toujours en danger. Les responsables religieux disent de rester sur notre terre, mais nous sentons que la terre elle-même ne veut plus de nous. J'ai arrêté de dire notre terre. Je n'y crois plus.»

La livraison d'armes aux Kurdes fait débat à Berlin

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la RFA, puis l'Allemagne, exporte des armes mais hors conflit. Avec l'Irak, cette politique change

«Les armes tomberont peut-être entre de mauvaises mains, mais il faut nous faire à ce genre de contradictions.» De retour d'Erbil, en Irak, Frank-Walter Steinmeier, ministre allemand des Affaires étrangères, savait que l'affaire ferait débat. Pourtant, tout a été fait pour préparer l'opinion. L'Allemagne veut fournir des armes aux peshmergas kurdes qui combattent les djihadistes de l'Etat islamique. Hier, le cabinet s'est réuni pour trancher la question. Aujourd'hui, le Bundestag va en débattre à son tour. Le dernier mot reviendra au gouvernement.

Berlin ne veut plus rester sur la touche, comme ce fut le cas en 2011 lors de l'intervention de l'OTAN en Libye. Mais «cela ne signifie aucunement qu'elle en livrera automatiquement dans d'autres régions du monde en guerre», a affirmé dans un entretien dimanche la ministre de la Défense, Ursula von der Leyen. «Géant économique mais nain politique», l'Allemagne veut s'élever au rang d'autres puissances européennes en rompant avec sa tradition de non-interventionnisme. C'est le jour de la commémoration du début de la Seconde Guerre mondiale qu'elle va le faire. Au terme de cette guerre, les Alliés démantelèrent l'impressionnant complexe militaro-industriel d'Hitler, tandis que la rue allemande scandait «plus jamais ça».

Depuis, l'opinion voit d'un mauvais œil la production d'armes dans son pays. Depuis l'adhésion de l'Allemagne de l'Ouest à l'OTAN, en 1955, l'industrie de l'armement renait de ses cendres. Avec des exportations se chiffrant à 5,8 milliards d'euros en 2013, soit une augmentation de 24% par rapport à 2012, l'Allemagne occupe aujourd'hui la troisième place au classement mondial des pays exportateurs d'armes. Cependant, aucun pays en guerre ni aucune entité non gouvernemen-

tale ne peut solliciter de livraison d'armes allemandes. En d'autres termes, fournir les Kurdes en armement est théoriquement impossible. Alors, le gouvernement cherche à justifier cette violation des principes hérités de la période d'après-guerre par tous les moyens. «Depuis 2006, l'Allemagne a fourni l'Irak en équipements militaires pour 430 millions d'euros (518,7 millions de fr.). Cela n'a encouragé ni la stabilité, ni la paix», s'insurge Jan van Aken,

«Les armes tomberont peut-être entre de mauvaises mains, mais il faut nous faire à ce genre de contradictions»

Frank-Walter Steinmeier
Ministre des Affaires étrangères

membre du Parlement et fervent critique du complexe militaro-industriel allemand. Si les exportations d'armes vers des pays non membres de l'OTAN ou en conflit sont vertement mises en cause, la coopération militaire entre Berlin et Tel-Aviv faisait jusqu'ici exception. En pleine opération «Bordure protectrice» à Gaza, l'Allemagne a récemment livré des sous-marins à Israël. Cette fois, cela a soulevé une vague de critiques. Ce qui était impensable il y a encore quelques années.

Dans une lettre ouverte au gouvernement Merkel, 90 spécialistes du Moyen-Orient demandent à ce que Berlin revoie ses relations préférentielles avec Israël. Pour le Dr Ulrike Freitag, signataire de la lettre et directrice du Centre de l'Orient moderne, la responsabilité allemande envers la sécurité d'Israël doit être comprise différemment aujourd'hui. «Il faut désormais veiller à ce que l'Etat hébreu s'engage pour la paix», dit-elle. En d'autres termes, l'Allemagne doit participer à la résolution et non à la militarisation du conflit israélo-palestinien. **Charlotte Bruneau** Berlin

PUBLICITÉ

CONCOURS

Gagnez 25 x 2 places pour l'avant-première du film

«PRIDE»

Jeudi 11 septembre à 18h30 en VO

Pathé Rex, Genève

Un film de Matthew Warchus, avec Bill Nighy, Imelda Staunton

Eté 1984 - Alors que Margaret Thatcher est au pouvoir, le Syndicat National des Mineurs vote la grève. Un groupe d'activistes gay et lesbien décide de récolter de l'argent pour venir en aide aux familles des mineurs. Mais le syndicat semble embarrassé de recevoir leur aide. Le groupe d'activistes ne se décourage pas. Après avoir repéré un village minier au fin fond du pays de Galles, ils embarquent à bord d'un minibus pour aller remettre l'argent aux ouvriers en mains propres.

Un film sur l'empathie, la solidarité, chaleureux et drôle avec une formidable performance d'acteurs qui fait l'unanimité.



Au cinéma dès le 17 septembre.

PAR SMS
(Fr. 1.50/sms) Tapez **TDG CODE 86**
et le n° du code choisi, sans espace
Envoyez le message au numéro **8000**

PAR TÉLÉPHONE
(Fr. 1.50/ l'appel depuis une ligne fixe)
Appelez le **0901 02 00 00 CODE 86**
Tapez le code de l'ore choisie puis suivez les instructions.



PAR INTERNET
Rendez-vous sur à **www.tdg.ch/concours**

Délai de participation: mercredi 3 septembre à 22h
Conditions sous www.tdg.ch/concours

Tribune de Genève

«A Beslan, il y a dix ans, Vladimir Poutine ne nous a pas protégés»

Le 1er septembre 2004, la rentrée des classes à Beslan a viré au cauchemar. Dix ans après, des questions restent sans réponse

Pour la première fois, dix ans après la prise d'otages de l'école de Beslan, Ilona ne se recueillera pas ce lundi dans le gymnase où sa vie a basculé. C'est là, le 1er septembre 2004, que des terroristes l'ont retenue prisonnière avec quelque 1000 autres enfants, enseignants et parents. Entre les deux paniers de basket de cette banale salle des sports scolaire étaient suspendues grenades et bombes. «J'étais juste à côté lorsque, au troisième jour, cela a explosé», confie Ilona, aujourd'hui une belle jeune fille de 18 ans. Gravement touchée à la tête, elle porte à peine sur son visage les traces des longues années de chirurgie. C'est une adolescente vive et gaie. Mais son regard s'égare lorsqu'elle évoque sa mère et son frère, décédés dans l'école. Rencontrée à Beslan par une récente chaude après-midi, cette même canicule qui avait étouffé les enfants privés d'eau par les terroristes, Ilona raconte par bribes les cinquante-deux heures de calvaire.

Pendant longtemps, après le drame, elle avait pris l'habitude de s'endormir avec une bouteille



Beslan, 4 septembre 2004.
SERGEI CHIRIKOV/EPA

d'eau à côté de son lit. «Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Nous avons une vie normale, même si notre sens des valeurs est différent des autres», sourit-elle.

Comme la plupart des ex-otages, Ilona a peu suivi l'enquête et ne s'intéresse guère aux suites judiciaires. La liste des questions laissées en suspens est pourtant longue, comme le rappelle Suzana Dudieva, présidente du Comité des mères de Beslan.

L'enquête a certes permis la condamnation à la prison à vie du seul terroriste retrouvé vivant. Mais elle n'a pas éclairci les circonstances de l'assaut final des forces rus-

ses, dont l'objectif aurait été plus de tuer les terroristes que de libérer les enfants. Bilan: 334 morts, dont 186 enfants. Les parents veulent découvrir la cause de la première explosion, point de départ du chaotique dénouement. A-t-elle été provoquée par le tir d'un sniper? Les forces russes ont-elles tiré au lance-flammes, puis avec des tanks?

«A Moscou, les enquêteurs changent tout le temps et ne répondent jamais. Cela traîne et cela arrange bien les autorités. Aucun officiel responsable de l'assaut, ni à Moscou ni ici, n'a été poursuivi», fustige Suzana Dudieva. Son nouvel espoir est la plainte déposée à la Cour européenne de justice, à Strasbourg. «Les terroristes sont coupables. Mais les autorités, Vladimir Poutine, ne nous ont pas protégés. Le président aurait dû venir sur place», lance de son côté Ilona.

Agée de 8 ans lors du drame, la jeune fille dit n'avoir vraiment compris le fil des événements qu'à 16 ans. «J'ai alors commencé à construire mon propre chemin dans la vie», explique Ilona qui, en ce début de septembre, fait sa rentrée à l'Ecole des hautes études en sciences économiques. C'est l'un des plus prestigieux établissements de Moscou. Et c'est là que, étudiante, elle se trouvera ce matin. Loin de l'école de son enfance.

Nikita Robert De retour de Beslan